



Wallonie



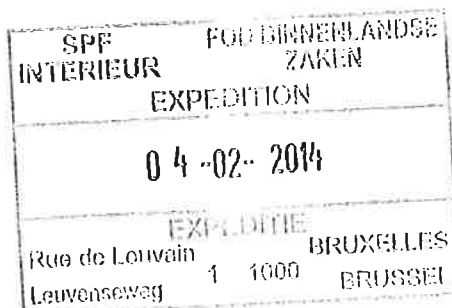
Service public
de Wallonie

DG04

DIRECTION EXTERIEURE
HAINAUT II

Rue de l'Ecluse 22
B-6000 CHARLEROI
Tél. : 071 65 48 80
Fax : 071 65 49 77

Votre contact :
Valérie PECRIAUX - 071/65.49.89
valerie.pecriaux@spw.wallonie.be



SPF INTERIEUR
rue de Louvain 1-3
1000 BRUXELLES

Charleroi, le

03 FEV. 2014

Vos réf. : 2013-TD-jpr-095
Nos réf : F0414/52011/UCP3/2013/141//302642

Annexe : 1 arrêté de décision sur une demande de permis d'urbanisme

OBJET : Permis d'urbanisme : Décision du fonctionnaire délégué

Projet : Pose d'un moyen de télécommunication d'alerte à la population via une sirène d'alerte posée sur châssis non fixé au bâtiment, rue des Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de permis d'urbanisme visée sous objet.

J'adresse par même courrier, copie de la présente décision au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,

Sylvie ROCHEZ
Attachée

Raphaël STOKIS
Directeur



Responsable des dossiers : Muriel LE CLERCQ, Attachée
Responsable de service : Aurélie HOCHART, Attachée
Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE

DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Rue des Brigades d'Irlande 1, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 24 05 • Fax : 081 33 24 42





Service public de Wallonie

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Direction extérieure de CHARLEROI

ANNEXE 12 - FORMULAIRE G

Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique

Décision d'octroi du permis d'urbanisme

Réf. externe : 2013-TD-jpr-095
Nos réf.: F0414/52011/UCP3/2013/141//302642

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vigueur;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétable et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1^{er} du Code du droit de l'environnement ;

Considérant que SPF INTERIEUR a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis rue des Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES, cadastré GOSSELIES: C*270 e ayant pour objet : Pose d'un moyen de télécommunication d'alerte à la population via une sirène d'alerte posée sur châssis non fixé au bâtiment ;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 05/11/2013 ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone d'activité économique industrielle (Arrêté royal du 10/09/1979) ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de reconnaissance économique: "Zone d'activité économique de l'Aéropôle" approuvé par arrêté le 05/09/1991 (affectation : Artisanat et services) ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de rénovation urbaine " Jumet " (Arrêté du 31/10/1975) ;

Considérant que le bien se situe dans une Zone vulnérable basée sur une courbe provisoire de risque et sur une distance de 200m autour du site SEVESO ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique ;

Considérant que l'objet de la demande se situe à proximité d'un site classé (Domaine du Bois-Lombut (déclassement d'une partie) arrêté du 03/03/1952) ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit A' de 70 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de contrainte minière (ref. RW : 043802) ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1^{er} du livre I^{er} du Code de l'Environnement , l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet ;

Considérant que l'avis du Collège communal de et à CHARLEROI, sollicité en date du 27/11/2013 et transmis en date du 23/12/2013 est favorable ;

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, sollicité en date du 28/11/2013 et transmis en date du 30/12/2013 est favorable conditionnel libellé comme suit :

"Il convient de noter que cet avis ne concerne que les sirènes elles-mêmes et la construction mécanique et que seul l'usage d'une grue télescopique (sans bras horizontal) peut être utilisées pour le placement de celle-ci. En ce qui concerne le système de télécommunication, aucune information n'a été trouvée dans le dossier et devra donc faire l'objet d'une demande séparée au service urbanisme de Belgocontrol (Tervusesteenweg 303 à 1820 STEENOKKERZEEL)";

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 27/11/2013 et transmis en date du 03/01/2014 est favorable ;

Considérant que le projet consiste en la pose d'un moyen de télécommunication d'alerte à la population via une sirène d'alerte posée sur le toit plat du nouvel aérogare de l'aéroport de Brussels South Charleroi Airport ; que l'installation repose sur une superficie de 9 m² ; qu'elle est constituée de haut-parleurs, de l'appareillage de commande, des batteries et de panneaux solaires fixés sur un support en inox ;

Considérant que l'article 34 du CWATUPE stipule que " La zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées aux articles 30 et 30 bis et les activités agro-économiques de proximité, à l'exclusion des activités de vente au détail. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes. " ; et qu'il précise que " La mise en œuvre d'une zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, d'un rapport urbanistique et environnemental, conforme à l'article 33, § 2, et, le cas échéant, à l'article 33, § 2 bis, et à son approbation par le Gouvernement. " ;

Considérant le schéma directeur approuvé par le Conseil communal en date du 22 mai 1992 relatif à la concrétisation de la zone d'extension d'industrie, et établi par l'Intercommunale IGRETEC ; que de ce fait, la zone couverte entièrement par ce schéma directeur a été mise en œuvre, au sens de l'article 12 bis du décret du 27 novembre 97 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ;

Considérant que cette zone est dévolue mise en œuvre ;

Considérant que le projet est d'utilité publique, puisque destiné à offrir un service public à la population ; qu'il relève dès lors des équipements de services publics et communautaires ; que la

sirène permettra d'avertir la population en cas de danger et donnera des consignes à suivre afin d'éviter une catastrophe ou du moins d'en réduire les risques ; que le projet améliore la sécurité de la population ; que placé sur le toit du nouvel aérogare de l'aéroport de Brussels South Charleroi Airport, le projet s'intègre au cadre bâti et non bâti ; que moyennant le respect des recommandations de BELGO CONTROL, le projet respecte le bon aménagement des lieux et est conforme à l'affectation du plan de secteur ;

Au vu de ce qui précède,

DECIDE

Article 1^{er} : Le permis d'urbanisme sollicité par SPF INTERIEUR est octroyé.

Le titulaire du permis devra respecter les conditions suivantes :

- respecter les conditions de BELGO CONTROL ;
- pour le surplus exécuter les travaux conformément aux plans joints à la demande de permis ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers ;

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A CHARLEROI, le
Le fonctionnaire délégué

03 FEV. 2014

Sylvie ROCHEZ
Attachée

Raphaël STOKIS
Directeur

Responsable des dossiers : Muriel LE CLERCQ, Attachée

Responsable de service : Aurélie HOCHART, Attachée

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

Extraits du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 86. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

4) PROROGATION DU PERMIS

Art. 86. §3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 86, § 1^{er}.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège communal et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté

6) MODALITES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

Art. 137. Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.

NOTICE D'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

1. Demandeur

Nom	Davier
Prénom	Thierry
Qualité	Attaché au service Alerte
Service Public Fédéral Intérieur-	Direction Générale du Centre de Crise
Adresse	Rue de Louvain 1, 1000 Bruxelles
Tél	02/500.21.87
Fax	02/503.14.31
Date	



2. Présentation du projet

Objet Installation d'une sirène électronique

Adresse Rue des frères Wright 8 , 6041 Gosselies sur un châssis posé sur toit plat de l'immeuble à appartement

Cadastré : 270 E

Le but de cette installation est de doter la population d'un instrument efficace d'alerte en cas de danger chimique ou nucléaire.

L'alerte elle-même consiste à avertir la population du danger et à donner les consignes à suivre pour échapper aux conséquences possibles de la catastrophe ou du moins d'en réduire à un minimum.

Nos installations sont de trois types suivant le mode de support qui se présente :

- Sur toit plat
- Sur toit incliné
- Sur poteau

Sur le toit plat, l'installation repose sur une superficie de 9m² et est stable par son poids propre. La superficie indiquée ici représente le cadre en tube acier inoxydable qui forme le soubassement de l'installation. Et à chaque extrémité est présente un bloc mousse de 50 cm sur 50 cm ce qui empêche une incrustation dans la structure et répartit le poids de manière optimum.

~~Sur le toit incliné, la partie apparente de l'installation se résume à un tube en acier inoxydable de 110mm de diamètre sur lequel sont fixés les 8 haut-parleurs du système orientés deux à deux sur les quatre points cardinaux.~~

~~Sur poteau, l'installation ressemble à un poteau d'éclairage public.~~

Tous ces détails sont perceptibles sur les documents qui constituent ce dossier de demande de permis.

Vous trouverez dans les pièces jointes les descriptions techniques de l'installation.

Cette installation ne nécessite aucun déboisement ni excavation ou remblayage sauf si on doit recourir à un poteau, à défaut de manquer de support du genre bâtiment existant.

Le tout est préparé en atelier et le placement sur site se fait en quelques heures de travail avec au maximum six hommes sur le site.

3. Situation existante en droit en aménagement du territoire

- En surimpression, la carte cadastrale jointe au dossier est marquée de l'emplacement de l'installation.
- Les sirènes qui sont installées sur des bâtiments ou des ouvrages d'art existants ou sur des poteaux érigés à cet effet, elles ne sont donc pas situées sur :
 - ⇒ Dans un lotissement périmé
 - ⇒ Dans un périmètre inscrit sur une liste de sauvegarde
 - ⇒ Dans un périmètre de protection.

4. Description du site avant la mise en œuvre du projet

Relief du sol et pente du terrain	Sans objet
Nature du sol	Sans objet
Occupation du sol autre que les constructions existantes	Sans objet
Présences de nappes phréatiques, points de captages	Sans objet
Direction et points de rejets d'eau dans le réseau hydrographique des eaux de ruissèlements	Sans objet
Cours d'eau, étangs, sources, captages	Sans objet
Evaluation sommaire de la qualité du site Natura 2000, réserves naturelles ou forestières	Sans objet
Raccordement à une voirie équipée (route, égout, eau,..)	Sans objet
Présence d'un site classé ou situé sur liste de sauvegarde	Non
Présence d'un site archéologique	Non
Présence d'un site Natura 2000, réserve naturelle ou forestières	Non

5. Effet du projet sur l'environnement

- a) Aucun rejet (de gaz, vapeur d'eau, poussières ou aérosols ...) n'est à craindre dans l'atmosphère.
- b) Aucun rejet de liquides non plus.
- c) Pas de captages d'eau de surfaces ou souterraines.
- d) Le projet ne donne pas lieu à des sous produits et déchets.
- e) En principe, la sirène reste muette sauf en cas d'alerte ou en cas de simulation d'alerte prévue une fois tous les trois mois. Elle produit alors un son vocal contenant un message parlé destiné à la population pour sa sécurité.
- f) Mode de transport prévus et les voies d'accès et de sortie : sans objet
- g) Le projet ne porte pas atteinte à l'esthétique générale du site.
- h) pas de problème d'érosion en vue.

- i) Intégration au cadre bâti : risques d'un effet de rupture dans le paysage naturel ou par rapport aux caractéristiques de l'habitat traditionnel de la région ou du quartier (densité excessive ou insuffisante, différences par rapport à l'implantation, l'orientation, le gabarit, la composition des façades, les matériaux et autres caractéristiques architecturales des constructions environnantes mentionnées au plan d'implantation) ;
Le projet s'intègre bien dans l'environnement où il sera implanté. Le choix des matériaux et des couleurs s'adapte au milieu pour ne pas le défigurer.
- j) Compatibilité du projet avec les voisinages (présence d'école, d'un hôpital, d'un site Natura 200, d'une réserve naturelle, d'une réserve forestière...) :
Le projet est vraiment compatible avec ses genres de voisinages car il sert justement à prévenir les populations.
- k) Risques d'autres nuisances éventuelles : nul
- l) Modification sensible du relief du sol : dénivellation maximale par rapport au terrain naturel : pas de dénivellation par rapport au terrain naturel.
- m) Boisement et/ou déboisement : néant
- n) Nombre d'emplacement de parking : Néant
- o) Impact sur la nature : presque nul
- p) Construction ou aménagement de voirie : nul
- q) Epuration individuelle : nul

6. Mesures palliatives ou protectrices

L'installation est équipée d'un dispositif anti-vandalisme et ne peut être mise en route par une personne non autorisée.

Les emplacements sur les immeubles ou œuvres d'art sont choisis ainsi que les couleurs en vue du respect de l'environnement.

Mesures prises en vue d'éviter ou de réduire les effets négatifs de l'environnement

- a) Les rejets dans l'atmosphère néant
- b) Rejets des eaux néant
- c) Déchets de productions néant
- d) Odeurs néant
- e) Bruit néant sauf lors des essais ou d'une
Alerte, 1 test journalier en 20 Khz donc
inaudible pour l'oreille humaine.
- f) Circulation néant
- g) Impact sur le patrimoine naturel le choix est toujours soumis aux
autorités compétentes en la matière pour avoir leur avis et trouver le
meilleur emplacement.
- h) Impact sur le paysage ce choix tient toujours compte de
prescriptions en vigueur pour ne pas défigurer le paysage.

Date :

Le demandeur : Thierry DAVIER

DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME

(à remplir en double exemplaire)

(1) Je soussigné Davier Thierry, Ingénieur

- ~~demeurant à~~ - ayant établi mes bureaux à – 1000, Bruxelles rue .De Louvain n°1
tél. n° 02/500.21.87,

- agissant au nom et pour le compte de – SPF Intérieur

- ~~demeurant à~~ - ayant établi ses bureaux à -Bruxelles
rue De Louvain n° 1-3tél. n° .02/500.47.21,

sollicite un permis d'urbanisme en vue de réaliser, sur un bien situé à et appartenant à (3)

B.S.C.A Brussels South Charleroi Airport (Gosselies) , Bâtiment situé sur la commune

Rue des frères Wright 8 , 6041 Gosselies (CHARLEROI) cadastré section 270E les actes et travaux
suivants :

Pose d'un moyen de télécommunication d'alerte à la population via une sirène d'alerte posée
sur châssis non fixé au bâtiment

(1) Je joins à la présente :

a) les documents et renseignements prescrits par le livre IV, Titre premier, Chapitre VII et VIII du Code
Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

b) l' (les) attestation(s) ci-jointe(s) de l' (des) architecte(s) chargé(s) de l'établissement des plans;

c) 6 exemplaires des plans, établis conformément aux modalités déterminées par le Code précité, dressés :
- par le soussigné;

d) soit la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement dûment complétée, soit une étude
d'incidences sur l'environnement ;

(1) En cas d'exécution des travaux prévus dans la présente demande, l'architecte chargé du contrôle de
l'exécution des travaux est :

- le soussigné;

....., demeurant à

.....rue.....n°.....tél. n°.....

(1) J'autorise la Commune et l'Administration de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme à communiquer à mon architecte, en même temps qu'à moi-même, les remarques formulées au sujet des plans.

(1)(2) Je déclare :

~~que le projet a fait l'objet d'un certificat d'urbanisme n° 2 délivré en date du (4);~~

~~que le projet a fait l'objet d'un certificat de patrimoine délivré en date du (4);~~

~~(1)(2) Je sollicite une dérogation au aux prescription(s) urbanistique(s) suivante(s) applicable(s) au bien :~~

~~pour le(s) motif(s) suivant(s) :~~

Je m'engage également à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

A Bruxelles, le 31/10/2013



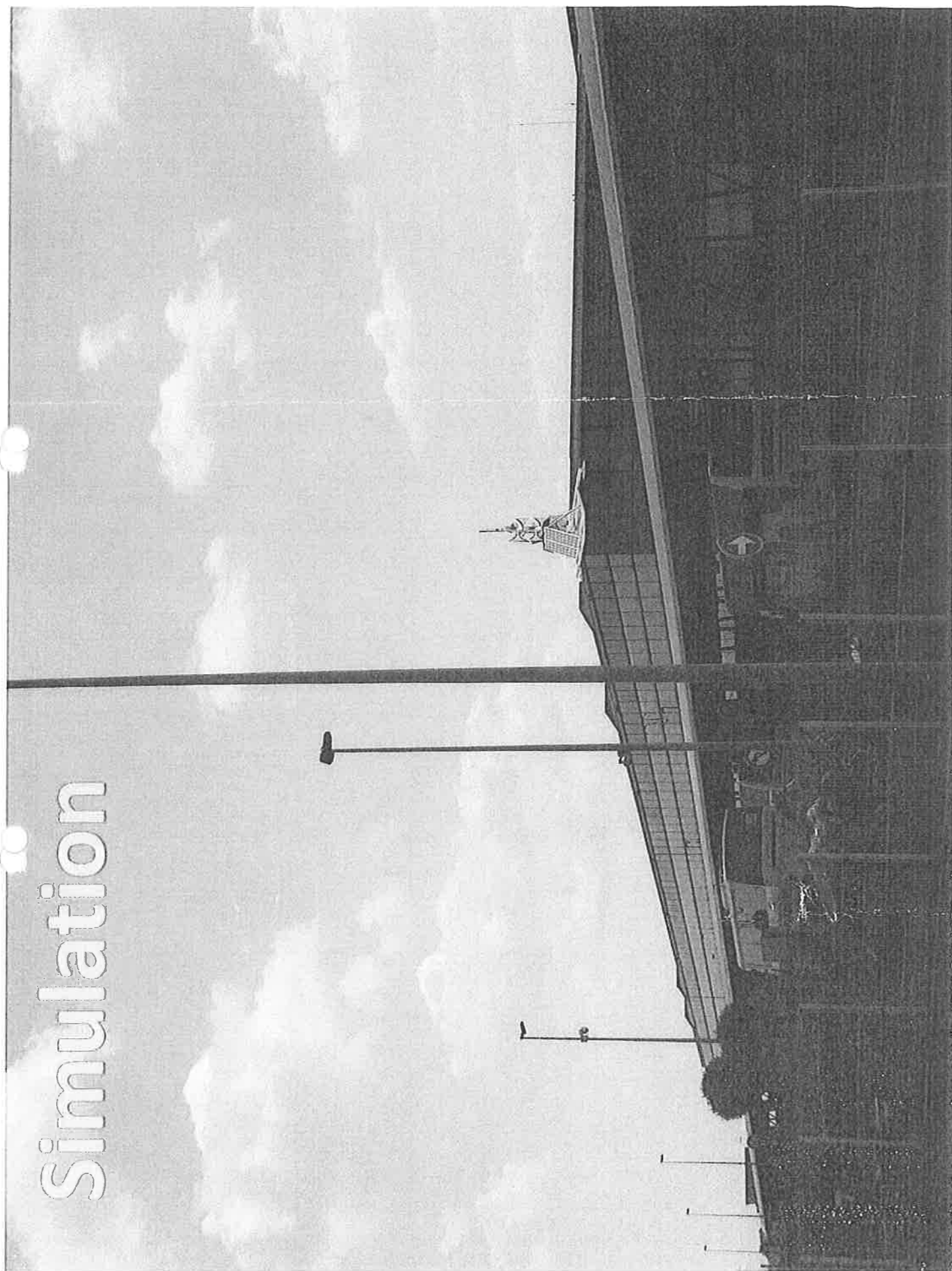
(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) Ces renseignements peuvent être obtenus auprès de l'Administration communale.

(3) Préciser les droits du demandeur ou, le cas échéant du mandant, sur le bien s'il n'en est pas propriétaire.

(4) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

Simulation



Coordonnées de l'expéditeur :

.....
.....
.....

Le

Service Public de Wallonie - DGO4
Direction extérieure de CHARLEROI
Monsieur Raphaël STOKIS,
Fonctionnaire délégué
Rue de l'Ecluse 22

6000 CHARLEROI

Vos réf. :

Objet :

AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX
--

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Je (Nous) soussigné(e)(s)
domicilié(e)(s) à
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

Date de début des travaux :

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Collège Communal de
....., le

Si le projet est soumis à la réglementation P.E.B., je joins à la présente le formulaire de déclaration
PEB initiale et ce, au moins 15 jours avant le début des travaux.

Recevez, Monsieur le Fonctionnaire délégué, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....

Coordonnées de l'expéditeur :

.....
.....
.....

Le

Administration communale
Au Collège Communal
De et à

.....

Vos réf. :
Objet :

AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX
--

Mesdames, Messieurs,

Je (Nous) soussigné(e)(s)
domicilié(e)(s) à
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

Date de début des travaux :

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Fonctionnaire délégué de la Direction extérieure de Charleroi, le

Si le projet est soumis à la réglementation P.E.B., je joins à la présente le formulaire de déclaration PEB initiale et ce, au moins 15 jours avant le début des travaux.

Recevez, Mesdames, Messieurs, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....